



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 03/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ITW SPRAYTEC**

Zone Industrielle  
VIREUX MOLHAIN  
08320 Vireux-Molhain

**Références : E2-NiM/DeF-N° 24/194**  
**Code AIOT : 0005701202**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 de l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les eaux d'extinction incendie, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites, notamment dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Le contrôle ci-après porte sur ces dispositions, aujourd'hui applicables. Le bon dimensionnement des rétentions permet d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITW SPRAYTEC
- RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain
- Code AIOT : 0005701202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise conditionne des aérosols de produits de maintenance industrielle (graisses, mousses, ...) avec des gaz inflammables (environ 2.4 millions unités produites par an). Le site emploie 23 salariés.

#### **Thème de l'inspection :**

- AN24 Rétention.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
7	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les tuyauteries contenant des matières dangereuses ne sont pas repérées conformément aux règles en vigueur. Le plan sur lequel sont reportés les parcours de ces tuyauteries n'est pas à jour. En outre, la rétention située au niveau de l'aire de chargement est dégradée par endroits et n'est manifestement pas étanche.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la

capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b> L'ensemble du bâtiment est sur rétention. La zone de préparation située à l'étage est elle-même sur rétention. En outre, les stockages de récipients mobiles se font sur des rétentions individuelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]
<b>Constats :</b> Les capacités de rétention sont conformes à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> Les produits incompatibles sont stockés sur des rétentions indépendantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> A.- Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté. [...]

<b>Constats :</b> Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Les tuyauteries sont convenablement entretenues. L'exploitant réalise des contrôles visuels formalisés trois fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> C.- Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.- Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.- Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b> Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles mais ne sont pas repérées conformément aux règles en vigueur. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées en dehors des voies de circulation et à l'air libre de manière à être à l'abri des chocs et des diverses actions physiques, chimiques ou électrolytiques. Le plan sur lequel sont reportés les parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses n'est pas à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention au niveau de la zone de dépotage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] VI. – Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation. A.- Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. * [...] * art 25-II [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...]

<b>Constats :</b> La rétention située au niveau de l'aire de déchargement est dégradée par endroits. La capacité de rétention ne semble plus étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m <sup>3</sup> . En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. [...]
<b>Constats :</b> Le confinement des eaux d'extinction est réalisé au sein du bâtiment. L'exploitant dispose d'une capacité de confinement de 950 m <sup>3</sup> pour un besoin de 734 m <sup>3</sup> . L'exploitant dispose d'une consigne de sécurité indiquant où se trouve la vanne de sectionnement de l'évacuation des eaux pluviales vers le réseau d'assainissement communal. La vanne et son volant de fermeture sont accessibles. Cependant, si ce dernier est disponible à deux endroits différents du site, il gagnerait à être disposé en extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

<p>matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées dans lequel est précisée la quantité stockée ainsi que la zone de stockage.</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses.</p> <p>Ces documents sont hébergés sur un site internet sécurisé et sont ainsi facilement accessibles y compris en cas de sinistre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## **Annexe X : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**



**Arrêté n° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société ITW Spraytec à Vireux-Molhain**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2012 à la société ITW Spraytec pour l'exploitation d'une installation de conditionnement d'aérosols de produits de maintenance industrielle avec des gaz inflammables sur le territoire de la commune de Vireux-Molhain, rue Pasteur, concernant notamment les rubriques 1414-1 et 1421-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023/606 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : *«Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont repérées conformément aux règles en vigueur »* ;

**Vu** l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : *«Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.»* ;

**Vu** l'article 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose : *«Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.»* ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;  
ou

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 16 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
  - a. les tuyauteries contenant des matières dangereuses ne sont pas repérées conformément aux règles en vigueur ;

- b. le plan sur lequel sont reportés les parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses n'est pas à jour ;
  - c. la rétention située au niveau de l'aire de déchargement est dégradée par endroits et n'est manifestement pas étanche ;
- 2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 25-V et 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- 3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où la méconnaissance des produits transitant dans les tuyauteries pourrait être un facteur aggravant pour les personnels du SDIS en cas de sinistre et l'absence de rétention peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;
- 4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ITW Spraytec de respecter les prescriptions et dispositions des articles 25-V et 25-VI de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société ITW Spraytec exploitant une installation de conditionnement d'aérosols de produits de maintenance industrielle avec des gaz inflammables sise rue Pasteur sur la commune de Vireux-Molhain est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en repérant les tuyauteries contenant des matières dangereuses conformément aux règles en vigueur et en mettant à jour le plan sur lequel figure le parcours de ces tuyauteries dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – La société ITW Spraytec exploitant une installation de conditionnement d'aérosols de produits de maintenance industrielle avec des gaz inflammables sise rue Pasteur sur la commune de Vireux-Molhain est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 25-VI de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en remettant en état la rétention située au niveau de l'aire de déchargement dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 4** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société ITW Spraytech.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Vireux-Molhain ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL